

SUR DÉCISION D'ALGER, LE CIHN ALGÉRO-FRANÇAIS NE SE TIENDRA PAS DEMAIN

Les raisons d'un report

● Quelques heures après avoir été annoncée par Matignon pour demain dimanche et avec une délégation ministérielle réduite pour des considérations de Covid, la visite de Jean Castex est reportée pour les mêmes raisons ● C'est le motif officiel invoqué à Paris.

Paris / De notre bureau

Si la situation sanitaire est, selon Matignon, à l'origine du report de la visite du Premier ministre français à Alger, comment expliquer que c'est cette même situation sanitaire qui avait été avancée quelques heures plus tôt pour justifier une visite réduite dans le temps et dans la composante de la délégation gouvernementale ? En effet, quelques heures après avoir été annoncée par Matignon pour dimanche et avec une délégation ministérielle réduite pour des considérations de Covid, la visite de Jean Castex est reportée pour les mêmes raisons. C'est le motif officiel invoqué à Paris. Le format réduit qui aurait mécontenté la partie algérienne au vu des importants et nombreux dossiers à traiter à la faveur de cette visite et du 5^e Comité interministériel de haut niveau (CIHN) est en réalité à l'origine de ce report à une date non déterminée, avancent des sources proches du dossier. Selon des médias français citant des sources concordantes françaises et algériennes, la taille de la délégation ministérielle française, réduite à trois ou quatre membres du gouvernement en raison de l'épidémie, a été jugée insuffisante par les autorités algériennes, ce qui a entraîné cette annulation. «Le format de la délégation n'est pas à la hauteur», selon Alger, a ainsi indiqué une source française. Le gouvernement algérien a jugé la délégation pas assez importante, la visite trop courte au vu des enjeux entre les deux pays, selon la même source. «La visite a été réduite à une seule journée et la délégation à quatre ministres. C'est un sous-format alors qu'il y avait beaucoup de dossiers bilatéraux à étudier», a confirmé une source algérienne. La dernière fois qu'une telle réunion s'est tenue, c'était en 2017 à Paris. L'Algérie avait alors dépêché huit ministres. Et elle attendait une délégation similaire en retour. Impossible en raison de la Covid, a répondu Matignon qui a proposé de faire le déplacement en format restreint avec Jean-Yves Le Drian pour les Affaires étrangères, Gérard Darmanin à l'Intérieur, Jean-Michel Blanquer à l'Éducation et Bruno Le Maire à l'Économie.

UNE ANTENNE DE LREM À DAKHLA OCCUPÉE

L'annonce rendue publique jeudi de l'installation d'une antenne de la République En Marche, le mouvement d'Emmanuel Macron (LREM), à Dakhla, en territoire occupé par le Maroc, - vue par ce dernier comme un premier pas vers la création d'un consulat -, ne serait-elle pas une autre raison du report de la rencontre intergouvernementale algéro-française ? La députée du Tarn, Marie-Christine Verdier Jouclas, vice-présidente du groupe



Le Premier ministre français Jean Castex

d'amitié France-Maroc et porte-parole des députés macronistes à l'Assemblée nationale, a annoncé la création prochaine par la République En Marche d'un comité à Dakhla (en territoire sahraoui occupé), en ajoutant que ce comité se situe dans «les provinces du Sud marocain» et «qui vient renforcer notre présence auprès des Français de cette zone». La députée Verdier Jouclas et le représentant de LREM au Maghreb et en Afrique de l'Ouest, Jaoued Boussakouran, se sont engagés à se rendre à Dakhla dès que les conditions sanitaires le permettront. «A l'occasion de l'anniversaire des 5 ans de La République en Marche, nous souhaitons saluer la dynamique du mouvement au sein de notre région», ont-ils ajouté. Ils se sont réjouis «particulièrement de la création du comité de LREM à Dakhla, situé dans les provinces du Sud marocain».

Deux jours plus tôt se tenait une rencontre par visioconférence du groupe d'amitié du Sénat français avec son homologue marocain. Les deux groupes ont notamment examiné la question du «développement des territoires et la coopération décentralisée». La territorialisation étant l'habit-alibi du projet marocain

d'autonomie du Sahara occidental annexé illégalement et validé par Paris comme étant la solution au conflit opposant le Maroc et le Front Polisario. Jeudi, Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, s'est entretenu par visioconférence avec son homologue marocain, Nasser Bourita. Le MAE français a rappelé le soutien de son pays à la recherche d'une «solution politique juste, durable et mutuellement acceptable», conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. Tout en rappelant que «dans cette perspective», «la France considère le plan d'autonomie marocain comme une base sérieuse et crédible». Alors que l'Algérie défend l'idée d'un référendum d'autodétermination, qui permettrait aux populations sahraouies de dire si elles souhaitent l'indépendance ou si elles veulent être rattachées au Maroc.

DES LOBBIES AGISSANTS

Dans son interview à Canal Algérie, l'ambassadeur d'Algérie à Paris a dénoncé des lobbies qui «travaillent contre une entente cordiale entre l'Algérie et la France». «C'est une action

qui consiste à contrecarrer tout effort de développement entre les deux pays», a-t-il expliqué, tout en affirmant qu'«aujourd'hui, l'Algérie et la France entament une nouvelle période». Le diplomate algérien faisait certainement référence outre au traditionnel lobby «nostalgique» représenté par des pieds-noirs nostalgiques de «l'Algérie française», de l'extrême-droite et de courants de la droite, mais aussi au lobby pro-marocain très actif au sein de l'Etat français et de ses institutions. Explicite les fondements de la diplomatie algérienne, l'ambassadeur d'Algérie à Paris a rappelé sur Canal Algérie que notre pays «a des principes en politique étrangère. Ces principes sont le droit à l'autodétermination des peuples, la non-interférence dans les affaires intérieures des autres Etats et le respect des frontières héritées au moment de l'indépendance.» «Nous avons nos principes et nous les réaffirmons devant toutes les instances internationales, nous ne le disons pas uniquement à la France qui est un pays ami», a-t-il ajouté. Ainsi, l'annonce de l'ouverture prochaine d'un comité d'En Marche à Dakhla, à deux jours d'une visite du chef du gouvernement français ramenée à un jour avec un format ministériel réduit sont deux gestes qui ne pouvaient que mécontenter les autorités algériennes. La visite de Jean Castex était considérée quelques heures plus tôt, côté français, comme une «nouvelle étape» du rapprochement entre la France et l'Algérie, voulu par les présidents Emmanuel Macron et Abdelmadjid Tebboune. «La visite du Premier ministre s'inscrit dans le réengagement de la relation voulu par les deux présidents», souligne l'entourage de Jean Castex à l'Hôtel Matignon, en saluant le «contexte de réchauffement» entre les deux pays, rapportait alors l'AFP. «Les deux présidents ont engagé une reprise de la relation franco-algérienne, dans un nouveau climat de confiance. Cela devait se traduire par la reprise de contacts bilatéraux et notamment par ce CIHN», a-t-on ajouté.

Ce rendez-vous bilatéral a été programmé pour dimanche malgré la nouvelle vague de coronavirus, qui «mobilise pleinement l'Exécutif» et «complice tout déplacement international», afin de ne pas se tenir trop près des législatives anticipées prévues le 12 juin en Algérie, a-t-on indiqué encore à Matignon. La réunion avait pour but de tenir pour la première fois depuis décembre 2017 un «Comité intergouvernemental de haut niveau» (CIHN), co-présidé par Abdelaziz Djerad et son homologue Jean Castex. A son agenda des sujets d'intérêt bilatéral et régional. Rendez-vous manqué ? Simple report ? La voie vers un rapprochement entre Alger et Paris est décidément semée d'embûches.

Nadja Bouzghrane

«LE PASSIF NUCLÉAIRE FRANÇAIS AU SAHARA S'INVITE DANS LA RELATION FRANCO-ALGÉRIENNE»

Dans un article intitulé «Le passif nucléaire français au Sahara s'invite dans la relation franco-algérienne», *Le Monde* évoque la visite à Alger, jeudi 8 avril, du chef d'état-major des armées françaises François Lecointre. «Il était censé préparer, sur le terrain de la coopération militaire, le grand rendez-vous politique qui s'annonçait avec la visite dans la capitale algérienne, dimanche», ajoute la même source. Citant l'APS, *Le Monde* relève que «le chef d'état-major de l'armée algérienne, Saïd Chanecriha, a mis en exergue les «énormes efforts» consentis par l'Algérie «en vue de concrétiser la stabilité dans le pays de l'espace méditerranéen», à travers «l'adaptation des dispositifs militaires tout au long des frontières». «L'Algérie a des potentialités réelles en matière opérationnelle et en matière d'interopérabilité, en particulier dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et la sécurité maritime», confirme une source militaire française. *Le Monde* rappelle qu'outre leur coopération bilatérale en matière de lutte antiterroriste, les

militaires français et algériens sont associés au sein du forum de coopération dit «5+5 Défense», réunissant des représentants de cinq pays de la rive sud de la Méditerranée (Algérie, Libye, Mauritanie, Maroc et Tunisie) et cinq de la rive nord (France, Italie, Malte, Portugal et Espagne), autour des thématiques du terrorisme, des flux migratoires et des trafics criminels. «Le débat autour d'un rôle accru de l'Algérie, notamment au Sahel, a gagné en acuité depuis l'adoption, en novembre 2020, d'un amendement constitutionnel autorisant - tout en l'encadrant - une projection sur des théâtres militaires extérieurs», indique le journal français. Non sans souligner que «la nouveauté de la rencontre, à Alger, des chefs des armées algérienne et française tient toutefois dans la montée en puissance dans l'agenda bilatéral de la thématique d'une «réhabilitation» des anciens sites nucléaires».

«Le général Chanecriha a demandé que Paris fournisse les «cartes topographiques permettant la localisation des zones d'enfouisse-

ment des déchets contaminés, radioactifs ou chimiques» et participe à «la prise en charge définitive des opérations de réhabilitation des sites» (El Watan de jeudi 8 avril, ndlr).

LES QUATRE «PRIORITÉS» D'ICAN FRANCE

Le CIHN, institué le 20 décembre 2012 lors de la Déclaration d'Alger sur l'amitié et la coopération entre l'Algérie et la France, comporte un volet «Dimension humaine» qui englobe les essais nucléaires et leurs conséquences. «Nous constatons malheureusement que ce sujet bilatéral n'a pas fait l'objet d'une véritable attention politique notamment de la part des autorités politiques françaises», relève dans un communiqué transmis à notre bureau de Paris ICAN France (Campagne internationale contre les armes nucléaires), qui soutient que l'assistance humanitaire et la remise en état des sites des essais nucléaires français doivent être un engagement fort du Comité intergouvernemental de haut niveau. «Notre Campagne attend un engagement fort en faveur

des victimes et de la remise en état de l'environnement, notamment suite à nos révélations sur la politique volontaire d'enfouissement de ces déchets», souligne ICAN France. Et qui recommande quatre «priorités» : «Faciliter, pour les populations algériennes, le dépôt de dossier de demandes d'indemnisation et notamment l'accès aux archives médicales détenues par le Service des archives médicales hospitalières des armées» ; «Remettre aux autorités algériennes la liste complète des emplacements où ont été enfouis les déchets avec leur localisation précise (latitude et longitude), un descriptif des matériels enterrés» ; «Publier les données relatives aux zones contaminées par des scories et laves radioactives et étudier avec les autorités algériennes les modalités d'un nettoyage de ces zones» ; «Remettre aux autorités algériennes les plans des installations souterraines du CEA sous la base militaire de Reggane plateau, ainsi que ceux de différentes galeries creusées dans la montagne du Tan Afella».

N. B.